

**SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE-DE-FRANCE
CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**CESSION DU TERRAIN « AMBROISE CROIZAT »
SITUE AU 110, RUE AMBROISE CROIZAT A SAINT-DENIS
(SEINE-SAINT-DENIS)**

**DECISION n° 8405
prise dans sa séance du 17 juin 2005**

Vu l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la Région Ile-de-France,

Vu le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France, notamment son article 3,

Vu le décret n° 59-1090 du 23 septembre 1959 modifié portant statut du Syndicat des transports d'Ile-de-France,

Vu l'article 19 de la loi n°64-707 du 10 juillet 1964 portant organisation de la Région parisienne,

Vu la convention du 27 novembre 1972, passée entre le Syndicat des transports parisiens et la Régie autonome des transports parisiens, en application de l'article 19 de la loi du 10 juillet 1964 précitée,

Vu la délibération du Conseil d'administration de la RATP du 27 mai 2005,

Le conseil d'administration du Syndicat des transports d'Ile-de-France,

DECIDE

Article 1^{er} : d'autoriser le déclassement des parcelles cadastrées section BK 106 et 107, d'une superficie de 8 183 m², situé 110 rue Ambroise Croizat à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), et devenues inutile aux exploitations de la RATP.

Article 2 : d'autoriser la cession à la société Pont Saint-Pierre Investissements, SARL inscrite au RCS de Paris sous le numéro B 411 117 476, dont le siège social est situé 30 avenue George V à Paris (8^{ème}), ou toute société qu'elle se substituera, des parcelles susvisées, moyennant le prix de 4 590 000 euros (quatre millions cinq cent quatre-vingt-dix mille euros), hors taxes, dont :

- une somme de 800 000 euros sera prélevée et affectée au financement de la dépollution du sol des parcelles cédées ;
- le solde, soit 3 790 000 euros, qui sera porté au crédit du compte spécial " SYNDICAT-RATP " affecté aux opérations de remploi prévues par l'article 3 du décret 59-157 du 7 janvier 1959.

Article 3 : de consentir au profit du fonds de l'acquéreur les servitudes d'accès et de vue qu'implique la réalisation de son projet. Le déclassement des terrains et volumes nécessaires à la constitution de ces servitudes sur les parcelles demeurant propriété du STIF fera l'objet d'une décision ultérieure.

Article 4 : de donner tous pouvoirs au directeur général, avec faculté de se substituer pour passer et signer tous actes, élire domicile et généralement faire le nécessaire.

Le président du conseil d'administration du
Syndicat des transports d'Ile-de-France



Bertrand Landrieu